

**Même paragraphe 15, remplacer le paragraphe 4 par :** La tâche la plus urgente des Communistes Internationalistes espagnols est de créer, dans les principaux centres du prolétariat industriel et agricole d'Espagne, de solides noyaux de lutteurs qui sachent profiter de la chute de Franco et de la Phalange pour porter au maximum possible les conquêtes spécifiquement ouvrières et pour se convertir en organisateurs de syndicats, de comités ouvriers, ou de toute autre forme d'organisation ouvrière qui puisse surgir spontanément. S'ils se montrent capables d'accomplir cette tâche minima dans l'illégalité, la chute de Franco sera suivie d'un grand développement du parti révolutionnaire, ce qui empêchera les leaders officiels de piétiner une fois encore la Révolution.

Devant la nécessité première et urgente de renverser Franco, et à cause de l'attitude républicano-bourgeoise du socialisme et des leaders anarchistes partisans de la collaboration, à cause aussi de l'attitude républicano-droitière du stalinisme, les Communistes Internationalistes doivent présenter un programme de front de lutte antifranquiste capable de s'étendre de l'extrême-gauche trotskyste à la droite républicaine, sans que le prolétariat soit pris au piège de la collaboration. Ceci sur le principe suivant : le prolétariat révolutionnaire n'exige pas, pour lutter contre Franco avec les républicains, avoués ou non qu'ils adoptent le programme de la révolution socialiste; les républicains, avoués ou non, n'ont pas le droit, dans la même lutte, d'exiger du prolétariat qu'il adopte le programme de la république bourgeoise. Ce n'est pas le but final qui nous unit, mais l'objectif immédiat : renverser Franco. Que chacun ait donc l'honnêteté et le courage de laisser les masses décider librement du chemin à parcourir ensuite. Les points sur lesquels toutes les tendances pourraient s'entendre contre Franco seraient les suivants :

1° A bas Franco, la Phalange et les syndicats phalangistes;

2° Amnistie totale et sans restriction pour tous les antifascistes détenus en Espagne ou émigrés;

3° Remise en place immédiate de tous les congédiés par représailles;

4° Liberté complète de réunion, d'agitation, de presse, de radio, etc... pour toutes les organisations antifascistes;

5° Expropriation des principaux responsables du soulèvement fasciste des 17 et 18 juillet 1936, et mise en jugement des mêmes. Idem pour les leaders phalangistes;

6° Pour des élections municipales dans le but de détruire complètement l'organisation franquiste de l'état, et afin que les masses acquièrent la plus complète liberté de s'orienter dans le sens qu'elles désirent;

7° Les élections municipales devront être convoquées par un gouvernement constitué par les principales organisations existant en Espagne au moment de la chute de Franco;

8° Expropriation de tous les biens de l'église, séparation de l'église et de l'état. Dissolution et expropriation des ordres religieux;

9° Complète liberté critique pour chacune des organisations par rapport aux autres, ainsi que pour agiter son propre programme.

(Naturellement, je ne prétends pas épuiser les points sur lesquels il peut y avoir accord sans que nous trahissions la lutte de classes, et sans que les autres acceptent un programme révolutionnaire contraire à leurs convictions et intérêts. L'important est de conserver le principe de front antifranquiste sans abandon de la lutte de classes.)

Ainsi les communistes internationalistes soumettront tous les soi-disant antifascistes à l'épreuve suprême, c'est-à-dire : antifascisme conditionné au fait que les masses se soumettent au programme bourgeois, ou antifascisme inconditionnel, tel le nôtre, celui du prolétariat.

Mais si le problème est résolu avec la chute de Franco pour un républicain, qu'il s'appelle bourgeois, stalinien, socialiste ou anarchiste, il ne fait alors que commencer à se poser véritablement pour le prolétariat et pour les com-

munistes internationalistes. Il faut compléter la chute de Franco par la destruction du capitalisme, par le triomphe de la révolution prolétarienne.

Dans ce but, à côté de leur programme d'antifranquisme inconditionnel, les communistes internationalistes doivent faire de l'agitation pour leur propre compte, et proposer aux éléments les plus à gauche du mouvement ouvrier un programme de revendications spécifiques au prolétariat qui peut aller d'une seule (celle que tout autre groupe ou organisation se montre disposé à accepter) jusqu'au programme complet de la révolution sociale, c'est-à-dire le nôtre. Voici quelques-uns des points principaux sur lesquels nous considérons qu'il est possible et nécessaire d'établir un front de classe, et d'où doit partir la lutte en vue de ce dernier :

1° Pour une politique indépendante (ou action, si les anarchistes répugnent au mot politique) classique, du prolétariat et des paysans pauvres;

2° Pour la constitution de comités d'ouvriers et de paysans pauvres, ou Alliances ouvrières, démocratiquement élus sur le lieu de travail dès la première occasion, et dans le but d'unifier et diriger la lutte du prolétariat et de tous les opprimés, autour des revendications suivantes, continuant ainsi la glorieuse œuvre révolutionnaire du 19 juillet 1936 :

a) Pour l'échelle mobile des heures de travail et l'échelle mobile des salaires;

b) Pour l'armement des ouvriers et paysans pauvres, organisés en milices;

c) Pour l'expropriation de la grande propriété foncière et la distribution de la terre aux paysans pauvres et ouvriers agricoles, afin qu'ils la travaillent individuellement ou en collectivités, selon ce qu'ils en décideront;

d) Pour l'expropriation de toute la grande propriété industrielle, agraire et bancaire (saisie du capital financier national ou impérialiste);

e) Désarmement et dissolution de l'armée, de la garde civile, de la garde d'assaut, et en général de toutes les institutions armées actuelles;

f) Pour la constitution de tribunaux populaires, démocratiquement élus, qui jugent les responsables du soulèvement militaire, les leaders phalangistes, Franco, et ses soutiens, et en particulier les responsables des crimes, assassinats et tortures de la répression franquiste. Un grand tribunal de caractère national devra établir les responsabilités dans la perte de la guerre civile, et juger les ministres du front populaire qui se seront avérés militairement ou politiquement coupables, soit d'avoir facilité par leur passivité l'insurrection fasciste, soit d'avoir combattu la révolution après le 19 juillet 1936;

g) Pour la confiscation, par les comités d'entreprise, de tous les moyens de presse et de publicité, qui seront utilisés par les organisations des masses exploitées;

h) Pour une planification de la production qui développe l'industrie du pays en vue de la consommation et de l'élévation du niveau culturel des masses. La planification devra être établie et mise en pratique par les organisations de producteurs, les organisations syndicales unifiées, si elles luttent décidément pour la révolution, ou d'autres organismes que les nécessités feront surgir. La planification de l'industrie par et pour les masses espagnoles, devra entrer dans une planification générale de l'économie européenne et mondiale, à mesure que le prolétariat triomphe révolutionnairement du capitalisme. Hors de la planification (production en vue de la consommation, pour la distinguer plus précisément du capitalisme dirigé auquel donne naissance la nationalisation de l'économie par l'Etat actuel) il ne peut y avoir pour les ouvriers que des travaux forcés pour un salaire misérable, du capitalisme concentré, et de l'économie dirigée dans des buts de guerre principalement.